



Communiqué commun des syndicats des Finances publiques

Les syndicats Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP, se sont réunis pour analyser ensemble le contexte économique et social et réaffirmer les revendications des agents de la DGFIP.

La période électorale se terminera après le 2^{ème} tour des législatives, cependant, la situation particulière à la DGFIP demeure :

- 4 ans après la fusion Impôts/Trésor, présentée par le précédent gouvernement comme emblématique de la RGPP, le risque demeure de poursuivre le parti pris de la réduction des « dépenses publiques » et du nombre de fonctionnaires ;
- la suppression de deux emplois sur trois fonctionnaires des Finances Publiques partant à la retraite a fait exploser la pénurie d'effectifs (25 000 pertes accumulées depuis 2002 qui ont déstabilisé les services) ;
- les conséquences de la crise financière, économique et sociale ont accentué les demandes du public aux guichets de la DGFIP sans qu'aucun renforcement du réseau soit prévu ;
- la plateforme unitaire des syndicats des Finances publiques, revue début 2012, reste toujours d'actualité même si, malgré les mobilisations qui l'ont portée, le Directeur Général et la Ministre du précédent gouvernement l'ont totalement rejeté.

Ils considèrent que, alors que le nouveau Président de la République s'est engagé sur le changement, les nouveaux ministres doivent répondre à toutes les revendications des personnels des Finances Publiques, et en priorité :

- sur la question de l'emploi public ;
- en mettant fin aux diverses restructurations et réformes en cours ;
- en améliorant les conditions d'accueil du public ainsi que les conditions de travail et de sécurité des agents,
- en cessant de stigmatiser les fonctionnaires malades par la suppression du jour de carence,
- et en donnant un accès linéaire au 8^{ème} échelon du C.

Ces priorités revendicatives ne couvrent pas l'ensemble de la plateforme unitaire mais nécessitent d'être immédiatement discutées pour témoigner d'une réelle volonté politique d'améliorer la situation laissée par le précédent gouvernement.

Les syndicats des Finances publiques demandent à être reçus ensemble par le Ministre pour un premier échange et pour obtenir un état des lieux contradictoires sur l'exercice des missions de la DGFIP et ils appellent les personnels à rester vigilants, mobilisés et déterminés. C'est pourquoi, les syndicats des Finances publiques ont, d'ores et déjà, décidé de se réunir à nouveau pour inscrire, dans la durée, cette démarche revendicative unitaire à la DGFIP.

Paris, le 5 juin 2012